

Commission 5

Finance et investissement : comment favoriser et accompagner les entreprises responsables ?

Commission animée par Hugues Sibille, président de l'Avise (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques), centre de ressource sur l'entrepreneuriat social et banquier au crédit coopératif.

Témoins :

- Gonzague de Blighnières, Président de Barclays Private Equity
- René Carron, Président du Crédit Agricole
- Jean-Paul Charié, Député
- Sir Ronald Cohen, Ancien Président d'Apax Partners, Président de Bridges Ventures & The Portland Trust
- Jean-François Descaves, Président de Financière de Champlain

Peut-on imaginer que la crise financière réoriente les investissements vers des entreprises plus responsables ? Les entreprises d'avenir seraient-elles une opportunité pour un capitalisme plus régulé ? Des business angels aux fond d'investissements, des banques spécialisées dans l'aide aux PME aux nouveaux philanthro-capitalistes, les partenaires financiers des entrepreneurs ont-ils de nouveaux critères sociaux, environnementaux et éthiques pour orienter leurs choix d'investissement ?

Présentation et introduction des Intervenants

René Carron, Président du Crédit Agricole

On entre dans un monde qui ne doit pas être demain ce qu'il était hier, parce que dans ce monde, ceux qui ont des certitudes sont des dangers publics et il est préférable d'avoir quelques convictions et très peu de certitudes.

Parce que le groupe Crédit Agricole a un lien direct avec les concitoyens, il s'est adapté à leurs demandes et a pris beaucoup d'initiatives dans le domaine qui nous rassemble aujourd'hui. Il nous reste cependant beaucoup à faire, beaucoup d'initiatives à structurer. Il nous faut par tous les moyens écouter ce que pensent les principaux acteurs et essayer d'intégrer dans la résolution de cette crise les éléments que demain nous devons prendre en compte. Le Crédit Agricole a passé un accord avec Muhammad Yunus, permettant la naissance de la Fondation Grameen-Crédit Agricole pour la micro finance. En période de crise financière, le micro crédit remet l'argent à sa vraie place, entre les mains des familles qui en ont besoin pour une activité économique, de manière à les rendre actrices de leur propre destin. Cette fondation garantit les prêts accordés par des structures de micro crédit certifiés (par le CA).

Sir Ronald Cohen, Président de Bridges Ventures & The Portland Trust, personnage considérable du capital-risque (*venture capital*) anglais, qui, chose rare, s'intéresse maintenant au financement de l'entrepreneuriat social

L'investissement social est un secteur très prometteur. En 2000, le trésor britannique m'a demandé de me pencher sur la question de la pauvreté et je me suis rendu compte que, dans un système capitaliste seules les conséquences économiques de nos actions étaient prises en considération mais pas les conséquences sociales. Le financement du capital-risque a permis à beaucoup de personnes de s'enrichir. La création d'une société beaucoup plus entrepreneuriale a créé des gouffres de plus en plus importants entre les riches et les pauvres. Et si nous ne nous préoccupons pas des tensions sociales qui en résultent, nous retournerons vers un système capitaliste avec de grands taux d'imposition, avec la redistribution par l'Etat et avec des taux de croissance beaucoup plus faibles. Comment peut-on remédier à ces problèmes que le système lui ne résout pas ? Et c'est comme ça que je suis arrivé à un certain nombre d'initiatives.

Emmanuel Gautier, Direction Allocation Globale & ALM, Natexis Asset Management, complètera sur le thème de l'épargne salariale solidaire, une grande possibilité de ressource pour financer les entrepreneurs d'avenir.

Jean-François Descaves, Président de la Financière Champlain, qui témoignera de son expérience dans le cadre de la finance éthique

Gonzague de Blignières, Président de Barclays Private Equity, président de Paris entreprendre, du réseau entreprendre qui favorise la création d'entreprises

Intervention de Jean-Paul Charié

Le parlement, même si nous avons la chance d'être dans un des rares pays au monde à vivre en démocratie et cela notamment grâce à l'économie de marché qu'il faut préserver, ne peut pas tout faire. Et il faut bien se garder de ne compter que sur le parlement parce que plus on fait de lois, moins ça fonctionne. Je me suis spécialisé sur le monde de l'entreprise, l'économie de marché, je suis connu pour mes déclarations contre certaines pratiques anormales de certaines grandes surfaces, l'idée étant que si nous voulons sauver l'économie de marché et la démocratie, il faut absolument faire ce à quoi nous vous invitons aujourd'hui, exprimer le plus possible le développement social et responsable. Prenez conscience que vous êtes la France de l'avenir.

Observation de Jean-Michel Ricard, Siel-Bleu

Siel-bleu est un groupe associatif qui regroupe un certain nombre de pôles de structures associatives et privées et qui propose des activités physiques adaptées comme outil de prévention pour personnes âgées, personnes handicapées et salariés en entreprise. JM Ricard déplore la difficulté à avoir des subventions ou des fonds propres des pouvoirs publics et des collectivités territoriales pour des raisons de statut, ainsi que des fonds d'investissement qui eux, veulent en contrepartie une ouverture du capital.

Leur statut juridique de structure associative est un frein en France et à l'étranger pour lever de l'argent et continuer à se développer.

Pour lever ces difficultés, ils ont créé une entreprise commerciale dont les dividendes remontent à l'association, ce qui leur permet de continuer de se développer. Ils sont en train de finaliser un fond de dotation associatif pour faire entrer des partenaires et réfléchissent avec certains acteurs du monde bancaire à la création d'un fond commun de partage pour lever des fonds.

Réponse d'Emmanuel Gauthier à l'observation de Jean-Michel Ricard

L'association Siel-bleu a-t-elle un agrément d'entreprise solidaire ? Des investisseurs solidaires peuvent investir dans des structures comme celle ci. Grâce aux politiques, cette forme d'épargne est devenue obligatoire dans le volet retraite de l'épargne salariale. À partir de 2010 cette forme d'épargne va devenir obligatoire dans l'ensemble des plans d'épargne d'entreprises en France.

De plus, on va assister à une montée en puissance de cette finance de proximité des entreprises, qui vise à financer des entreprises telle que celle de J-M Ricard, c'est à dire produire des biens et des services à forte valeur ajoutée sociale. Lorsque toutes les entreprises se seront dotées de fonds solidaires, il y aura alors une possibilité d'investir dans des projets tels que Siel-bleu à condition d'avoir obtenu l'agrément préfectoral.

Les fonds communs de placement solidaire sont des fonds communs réservés à des salariés d'entreprises françaises et privées, qui touchent de l'intéressement, de la participation. Cette épargne est gérée avec un horizon de placement de 5 ans. Nous avons 26000 entreprises à équiper en fonds solidaires. Pour être qualifié en fond solidaire, ces fonds doivent investir 5 à 10 % des actifs collectés dans des titres non cotés émis par des entreprises agréées « solidaire » par les préfetures. On s'avance vers un doublement, voir un triplement des actifs à moyen terme. Nous avons créé un outil : le FCPR (Fonds Commun de Placement à Risque), dont l'objectif est de collecter cette épargne auprès des FCPE (Fonds Commun de Placement d'Entreprise). A partir de cette collecte nous réinvestissons dans des entreprises solidaires, encrées sur les territoires de proximité.

Proposition de Jean-Marc Borello

Il faut créer des fonds de dotation qui permettent, pour les donateurs, d'avoir les mêmes avantages que les fondations, avec un fonctionnement plus souple de l'ordre d'une association.

Proposition de Sir Ronald Cohen

Le problème en Grande-Bretagne est similaire au problème français en matière de financement des associations. Il existe énormément d'argent, les fonds de dotation britanniques ont 60 milliards de livres. Malgré cela, 75% des organismes caritatifs n'ont que trois mois de fonds propres.

Il faut créer un système de financement, une banque sociale d'investissement avec un capital significatif, un organisme qui ait pour but de développer le financement du secteur social, qu'il s'agisse des structures à but lucratif qui réinvestissent dans le social ou des modèles complètement sociaux qui n'ont aucun revenu.

Observation de Rachel Liu, Ideo - Textile éthique

Ideo est une entreprise créée en 2002. La problématique est de trouver les moyens financiers pour répondre à une offre destinée au grand public. L'objectif est d'ouvrir le capital. Mais un problème se pose : soit le contact se fait avec des petits fonds en accord avec l'activité d'Ideo mais disposant de très peu de moyens, soit il y a une confrontation avec des personnes qui ne comprennent pas l'activité et ne perçoivent pas forcément la performance sociale et environnementale de l'entreprise, ce dont nous ne voulons pas. Les partenaires financiers restent frileux, le besoin étant de 1,5 million d'euros pour ouvrir un réseau de boutiques sur tout le territoire français.

Intervention de Gonzague de Blignières

J'ai créé le réseau Paris entreprendre en 2004, ce qui a permis de créer 125 entreprises. Si vous voulez avoir plus de 500 000 euros, vous pouvez aller voir un fond, mais c'est assez compliqué du fait de leurs exigences de rentabilité très fortes. Je vous suggère de commencer plus petit et d'aller chercher des business angels, surtout si vous cherchez à travailler avec des personnes qui ont une éthique et une manière de travailler en accord avec vos principes.

Intervention de Jean-François Descaves

La financière de Champlain est une société de gestion indépendante qui a été créée pour « investir utile ». C'est-à-dire qu'elle investit dans toutes les sociétés qui ont du sens (environnement, santé) et qui sont gérées de manière responsable. Nous venons de lancer un FCPI (Fonds Commun de Placement dans l'Innovation) qui investit dans toutes les sociétés de l'univers de développement durable. Ils n'investissent pas à hauteur d'1 million d'euros mais ils ont la volonté d'investir dans des sociétés qui ont des valeurs.

Intervention de Sir Ronald Cohen

Il faut absolument créer des fonds de capital risque à but social si nous voulons pouvoir donner des chances à ce secteur. Bridges Venture a été créé en 2002, j'en suis le président, le dernier fond représente 75 millions de livres, le premier était un fond de 40 millions de livres, et nous pouvons investir jusqu'à 7 millions d'euros dans une seule société. Le pas à franchir est celui de lever les fonds, sur la base d'un rendement inférieur au rendement du capital risque normal. Nous avons promis aux investisseurs la moitié du rendement du capital-risque (12,5%). Promettre plus ne serait pas crédible.

Intervention de Laurence Méhaignerie, Citizen Capital – fonds d'investissement

Citizen Capital s'est créé il y a six mois, et nous avons deux spécificités. La première est que l'on finance des entreprises plus petites que celles que financent habituellement les fonds d'investissement, c'est-à-dire des PME en phase de développement mais qui font entre 1 et 20 millions d'euros de chiffre d'affaire. La deuxième spécificité est que l'on finance des dirigeants et des entreprises qui ne sont généralement pas dans le radar des capitaux investisseurs classiques parce qu'ils sont implantés dans une zone défavorisée. Nous finançons également des gens qui ont très peu de formation parce qu'on a constaté que les fonds d'investissement avaient tendance à financer des gens qui leur ressemblent (en France : diplômés de grandes écoles, hommes, blancs).

Nous allons donc chercher des entrepreneurs différents et d'avenir. Il n'y a aucune raison de penser que ce type de dirigeant ferait moins bien que les autres.

Les grands investisseurs institutionnels pourraient-ils créer des poches d'investissement, avec des objectifs de rentabilité bien sûr, mais qui prennent en compte l'innovation sociale ?

Intervention de René Carron

Nous avons beaucoup d'actions dans les caisses régionales, mais nous avons à nous restructurer et à nous réorganiser. Le groupe Crédit Agricole est le premier financeur en France des TPE et des PME (38% de l'ensemble et 45% des TPE). Nous savons que ce tissu est essentiel pour demain. De plus, nous avons la fonction de faire en sorte que ces structures perdurent. Il faut absolument que le tissu actuel des PME et TPE ne s'écroule pas.

Nous sommes conscients que des activités telle que celle qui vient d'être citée sont des activités fondamentales pour demain, cependant nous ne pouvons nous désengager du fonctionnement des structures actuelles.

Intervention de Fanny Picard, Alter Equity

Alter Equity est un fond d'investissement financier responsable, c'est-à-dire qui allie utilité sociale et rendement financier. Alter Equity recherche deux formes d'utilité sociale. D'une part, il investit dans les entreprises dont l'activité est centrée sur le développement durable, c'est-à-dire des entreprises dont l'activité permet un meilleur respect de l'environnement ou un meilleur développement des personnes. D'autre part, il accompagne les participations par la mise en place de façon structurée de méthodes de gestion responsables. C'est donc une utilité sociale méthodologique, axées sur les personnes et l'environnement.

Le fonds n'investit que dans des entreprises où les dirigeants s'engagent à mettre en œuvre des méthodes de gestion responsables du point de vue des personnes et de l'environnement, dans une logique de progrès continu. On investit pour des besoins qui se situent entre environ 1 et 7 millions d'euros, et on est sur une dynamique de recherche de rentabilité de marché, qui se situe en net investisseur autour de 10-15%, ce qui est une promesse de rendement plutôt élevée dans le contexte actuel. Il n'y a donc pas renoncement à l'idée de profit financier, Alter Equity fait le pari qu'en accompagnant les participations dans la mise en place de méthodes de gestion plus responsables, les entreprises seront rentables et même peut être plus que d'autres entreprises.

Intervention de Sir Ronald Cohen

La première levée de fonds, sans aucune aide du gouvernement, est extrêmement difficile. Si on veut créer un secteur, il faudrait que les gouvernements mettent pour la moitié du capital du premier fond. Une fois que l'on a établi une performance, on peut lever d'autres fonds sans problèmes.

Intervention de Jean-Paul Charié

A droite comme à gauche, le monde politique a pris conscience qu'il fallait investir. Il est évident qu'il y a un besoin d'argent public, mais de toute manière il faudra de la part des entrepreneurs des garanties, en termes de changement de mentalité.

Intervention de Grégory Legendre, Roule ma frite 17 – récupération d'huiles de fritures usagées

La proximité est fondamentale. Lorsque Grégory Legendre a tenté de créer son entreprise, les banques à proximité ne se sont même pas intéressées à son projet. Il y a d'énormes difficultés à faire travailler les acteurs ensemble (Poitou-Charentes). Comme le travail de réseau ne se fait pas à petite échelle, on perd énormément de temps et d'énergie.

Proposition de Rachel Liu

Tout découle d'un problème de confiance, 5 à 10 % des fonds commun de placement solidaire sont placés dans les entreprises, alors qu'il faudrait placer 20 à 25 % dans les entreprises. Il faut faire d'avantage confiance aux entrepreneurs d'avenir.

Observation de Sylvain Breuzard, Président de Norsys et ancien Président du CJD

Il a été interpellé par les attitudes des fonds, par leurs stratégies très diverses. La différence rencontrée avec Esfin Gestion c'est son évaluation sur la base d'un référentiel de responsabilité sociétale. Sur la question des taux, le fond éthique a une stratégie différente qui s'inscrit dans le long terme et il tendait vers quelque chose d'acceptable. En effet, Sylvain Breuzard ne voulait pas d'un taux de rendement supérieur à 10% et voulait qu'une grosse partie du capital soit en obligations convertibles, ce qui lui permettait à moyen terme de garder une grosse part du capital.

« Si nous minimisons les risques, nous devons en tant qu'entreprises nous y retrouver dans les taux de rendement imposés. »

Intervention de Jean-François Descaves

La financière de Champlain intervient principalement sur des sociétés cotées, mais lorsqu'elle investit elle le fait avec des analyses extra financières. Les salariés, les syndicats, les ONG, les clients et les fournisseurs sont interrogés. On essaye d'avoir la vision la plus transparente possible afin de connaître le projet de la société à long terme. On ne s'impose pas de taux à l'avance mais on accompagne la société dans un projet auquel on croit avec des dirigeants auxquels on croit.

Observation de Claude Tendil, Président de Generali

Le rôle de Generali est différent, il est d'assurer. Dans l'assurance qui est proposée aux entrepreneurs tous ces critères sont pris en compte. Lorsque l'on analyse le fonctionnement des entreprises, un tiers des critères sont liés aux risques et deux tiers sont liés au traitement environnemental et au sociétal. La capacité de traiter les déchets, les problèmes d'eau, les problèmes d'éco emballages, sont des critères d'évaluation du risque. De même, la fréquence des accidents du travail, la santé des salariés sont des indicateurs de la qualité du risque. Vis-à-vis des entrepreneurs responsables, Generali prend des engagements de durée, donc quoi qu'il arrive ils seront accompagnés dans des conditions économiques connues, prédéterminées et qui sont 30-35% inférieures au taux normal d'une assurance donnée à une entreprise quelconque.

Generali est aussi investisseur, mais l'argent géré ne lui appartient pas, il est celui de tous les assurés, donc il doit être disponible en cas de crise. La nature des investissements que Generali est amené à

faire tient compte de la liquidité des investissements. Generali est assez peu présent dans le private equity ou dans les actifs non liquides.

Generali investit quand même en tant qu'investisseur immobilier en privilégiant la haute qualité environnementale. C'est peu de choses dans la part des actifs de la société, mais il ne faut pas oublier que l'investissement n'est pas sa vocation première.

Intervention de Florence Goudchaux, PhiTrust Partenaires

PhiTrust Partenaires est un fond d'investissement, qui investit uniquement dans des sociétés qui ont une dimension solidaire. Florence Goudchaux cherche à souligner l'importance en entrepreneuriat social de rentrer en capital et d'accompagner les entrepreneurs.

Proposition de Thomas Buffard, Sinéo

L'entreprise Sinéo est une entreprise d'insertion, spécialisée dans le nettoyage automobile écologique. C'est un concept qui a été créé à Lille il y a cinq ans, et l'antenne dijonnaise existe depuis un an. L'entreprise entre bien dans le triptyque du développement durable : elle a une viabilité économique, une préoccupation sociale et cela en respect de l'environnement. Le problème de financement vient d'avantage au moment du développement de l'entreprise, au moment où les fonds d'investissements sont appelés à intervenir, bien que le réseau Entreprendre, le crédit coopératif, le Crédit Agricole et France Active aient tous apporté leur aide. Les fondations sont également un outil d'investissement intéressant pour le financement du développement des entreprises, le seul souci étant qu'ils financent plus souvent des associations. En ce qui concerne les fonds d'investissement, comme pour Ideo il y a une divergence dans les critères de valorisation d'entreprise. On a reproché par exemple à Thomas Buffard d'avoir une masse salariale trop importante alors que c'est le propre d'une entreprise d'insertion d'avoir un sur-encadrement pour accompagner les salariés vers une sortie positive. Il y a donc une différence d'échelles de valeurs qui doit faire l'objet d'une réflexion si l'on veut rapprocher les deux structures. Enfin, il est nécessaire de créer des mesures incitatives ou contraignantes pour que les fonds d'investissement aient dans leur portefeuille une partie de parts dans les entreprises solidaires.

Réaction et proposition d'Emmanuel Gauthier

La question principale, l'enjeu réel est de voir comment accompagner le changement d'échelle. Il y a deux solutions. Soit on compte sur l'autorégulation, c'est-à-dire que les banques, les assurances et les investisseurs par eux-mêmes vont décider d'investir de façon responsable, ce qui peut prendre des années voir des siècles. Alors comment inciter de façon positive les banques, les assureurs et les gestionnaires à investir une petite partie des actifs collectés dans ces entreprises socialement responsables. L'épargne salariale a été abordée mais il n'y a aucune raison d'inciter les salariés à être vertueux dans leurs pratiques d'investissement. L'assurance-vie, les investisseurs institutionnels, les fonds de réserve de retraite, les pouvoirs publics, par exemple, pourraient eux aussi investir de façon socialement responsable.

Il faut développer une finance socialement responsable à l'échelle nationale et européenne. Et comme l'a dit Sir Ronald Cohen, il faut une initiative politique pour cela.

Intervention dans la salle

Le sujet du financement de l'innovation n'a que très peu été abordé. L'innovation, les pôles de compétitivité, c'est un élément important de financement des entreprises.

Le meilleur des financements des TPE et PME c'est les commandes des grands donneurs d'ordres. Il ne faut pas que ces derniers soient frileux à la vue de la taille de l'entreprise qui se présente à eux, car si l'innovation, les engagements en matière de responsabilité, le service et la qualité sont là la taille de la structure importe peu.

Intervention de Marie-Noëlle Besançon, Les Invités au Festin

Il faudrait en effet que l'innovation soit beaucoup plus aidée. Les Invités au Festin est une structure qui emploie des personnes ayant des troubles psychiques, donc que l'on appelle communément des fous, bien qu'ils soient loin d'être dangereux. Le financement pour ce type de structure, peut être par peur de ses salariés, est de loin insuffisant. Les fonds privés nécessaires au développement du réseau sont absents, du fait du désintérêt généralisé pour les problèmes des maladies mentales et psychiques.

Conclusions

Gonzague de Blignières

Il faut donner un sens à l'investissement. Pour créer et financer son entreprise, il y a les fonds propres, la dette et le client. En ce qui concerne les fonds propres, je crois au capital de proximité. « A mon avis, il ne faut pas que l'Etat intervienne », parce qu'il met des grilles qui rendent difficile la sélection des projets. Les banques doivent être aidées, OSEO peut garantir certains crédits et augmenter son champ de garantie sur les crédits.

Jean-François Descaves

S'il y a une absence de volonté de financement, il faut essayer de démontrer la pertinence de son modèle petit à petit et tenter d'« avancer ses pions ».

De plus, il faut mesurer la qualité du social dans l'entreprise. Il faut absolument mettre en place une mesure qui permettrait de récompenser l'utilité sociale et l'empreinte environnementale de l'entreprise.

Emmanuel Gauthier

Il faut construire une finance socialement responsable, à l'échelle de l'Europe, avec des critères sociaux et environnementaux mesurables, qui s'imposeraient à l'ensemble des acteurs financiers et banquiers.

Jean-Paul Charié

Ces activités ne sont pas moins rentables que des activités classiques. De l'argent il y en a et il faut tenter de changer les mentalités au niveau des repères et des référentiels.

René Carron

Nous avons besoin de dialogue, la logique doit suivre et il faut assumer les risques. Les règles financières et comptables doivent s'adapter dans la durée. Par les contraintes des fonds propres, il faut trouver l'obligation qui évitera les excès de rentabilité financière, car plus il y aura de rentabilités énormes, plus on ira vers la virtualité au détriment de l'activité économique réelle.

Sir Ronald Cohen

Il faut travailler ensemble pour résoudre les questions de notre époque, notamment en matière sociale, et il faut créer les structures nécessaires au développement de ce secteur à l'échelle du problème. S'il n'a pas la puissance voulue, les problèmes créés par le capitalisme finiront par détruire.